



JEAN VERHEYEN

SINCE 1919

CONDITIONS GÉNÉRALES

All Risks

J E A N V E R H E Y E N

Réf. : CG All Risks 10/2024

L'assurance Tous Risques dédiée aux objets de valeur des particuliers

Fourrures, bijoux, montres, ordinateurs portables, armes de chasse, appareils photos, matériel sportif ou autres collections, ces objets personnels de valeur sont précieux. Au sens propre comme affectivement. Jean Verheyen, en concertation avec le courtier, les assure sur la base d'une valeur agréée. Le dialogue avec l'assuré servira donc de base à la police proposée. Cette couverture incluant entre autre le bris accidentel peut être étendue à l'Europe ou au Monde.

Leader mondial de l'assurance et de la gestion d'actifs, AXA est présent dans 59 pays et est engagé auprès de plus de 103 millions de clients dans le monde. AXA a confié à la S.A. Jean VERHEYEN la qualité de souscripteur mandaté pour ses contrats All Risks en Belgique. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis 100 ans.

Jean Verheyen s.a.



réinventons / l'assurance



Table des matières

A - Tous Risques - Objets précieux

A.1. Objet et étendue territoriale de la garantie

A.2. Transport

A.3. Exclusions

A.4. Dommages

A.4.1. Bases d'évaluation

A.4.2. Objets dépareillés

A.4.3. Récupération des objets volés ou disparus

A.4.4. Limite d'intervention

A.4.5. Modalités d'évaluation

A.4.6. Expertise

A.4.7. Frais et honoraires d'experts

A.5. Recommandations en cours de contrat

A.6. Sinistres

A.6.1. Vos obligations en cas de sinistre

A.6.2. Nos obligations en cas de sinistre

B – Dispositions générales

B.1. La vie du contrat

B.1.1. Les parties au contrat d'assurance

B.1.2. Les documents constitutifs du contrat d'assurance

B.1.3. En cas de problème

B.1.4. Prise d'effet

B.1.5. Durée

B.1.6. Fin du contrat

B.1.7. Cas particuliers

B.1.8. Correspondance

B.1.9. Solidarité

B.1.10. Frais administratifs

B.2. La prime

B.3. Protection de la vie privée

C – Lexique

Les mots en lettres *italiques* y sont définis. Ces définitions délimitent notre garantie.

A – Tous Risques

A.1. Objet et étendue territoriale de la garantie

Dans les limites prévues dans ce contrat et sauf exclusion, nous vous indemnisons pour la disparition ou les *dommages matériels* dus à toute circonstance fortuite des objets repris dans les Conditions Particulières ou dans la liste annexée au présentes Conditions Générales, pour autant que ces objets vous appartiennent. Selon les Conditions Particulières, l'assurance est valable soit à l'adresse du risque, en Europe ou dans le monde entier.

A.2. Transport

Vos objets sont assurés en cours de transport lorsque celui-ci est effectué par et sous la surveillance de l'*assuré* ou par un professionnel spécialisé en transport des objets assurés désigné par lui.
Les objets laissés dans un véhicule sans surveillance et les *sinistres* résultant d'un défaut de conditionnement ou d'emballage ne sont pas couverts.

A.3. Exclusions

Sont exclus les dommages ou la disparition causés par, ou résultant de :

- *actes collectifs de violence, terrorisme*, conflit de travail, émeute, mouvement populaire ou sabotage ;
- *risque nucléaire* ;
- acte intentionnel de l'*assuré*, et notamment les vols et le vandalisme commis par ou avec la complicité d'un *assuré*, d'un descendant ou ascendant ainsi que de leurs conjoints ou partenaires cohabitants ;
- vice propre ;
- phénomènes naturels tels que l'oxydation lente, l'usure, la détérioration progressive, la dégradation provoquée par le brouillard, l'humidité ou la sécheresse de l'atmosphère, la présence de poussières et de vapeurs provenant des activités industrielles ou agricoles, la contraction, l'évaporation, la rouille, la corrosion, la pollution, l'érosion, la contamination, la pourriture, la moisissure, la dissolution, l'altération du goût, de la couleur, de la texture ou de l'apprêt, la vermine préexistante, les insectes, les rongeurs et autres animaux ;
- manque anormal d'entretien ou de précaution ;
- instructions ou programmes informatiques erronés ;
- opération de nettoyage spécialisé, restauration, réparation, rénovation ou transformation, ou y trouvant son origine ;
- dérangements mécaniques ou simples dérèglements ainsi que les dommages subis par les objets ou appareils de toute nature par suite de leur fonctionnement.
Toutefois, ne sont pas exclus,
 - les dérangements d'ordre mécanique lorsqu'ils résultent d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un incendie
 - les dommages subis par les objets ou appareils de toute nature par suite de leur fonctionnement lorsque ceux-ci résultent d'un incendie qui trouve son origine dans une action de l'électricité

Sauf stipulation contraire, sont également exclus :

- les dommages causés à l'objet assuré
 - lorsqu'il figure dans une exposition
 - ainsi qu'à ses accessoires, lorsqu'ils sont utilisés à des fins professionnelles ;
- le vol, la perte ou la disparition à l'adresse du risque si celui-ci est à usage de *résidence secondaire*.

Sont également exclus :

- les dommages purement esthétiques ;
 - les dommages à ou la disparition :
 - d'armes à feu non déclarées ;
 - d'argenterie lorsque le *sinistre* survient ailleurs qu'à l'adresse du risque ;
 - de logiciels, de même que la reconstitution de données perdues et non récupérables.
 - Il est entendu et convenu par la présente que les biens que vous possédez ou dont vous avez la garde ou le contrôle et qui sont constitués de 10 % ou plus d'ivoire, leurs dommages et pertes assurées seront réglées comme suit :
 - Le maximum que nous paierons est le coût et les dépenses de restauration de l'article ;
 - Il est en outre entendu et convenu par la présente que nous ne paierons pas pour un dommage total, ni pour toute dépréciation de la valeur résultant en cas de d'endommagement partielle.
- Le maximum que nous paierons pour une « perte » est de ne pas dépasser la valeur assurée de cet article.

De plus, les pertes ou dommages causés en toute ou partie, directement ou indirectement, par l'utilisation d'un ordinateur, système informatique, virus (code) informatique ou tout autre système informatique malveillant. Cette exclusion ne s'applique pas aux dites pertes, dommages, causés en toute ou partie, directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, d'un système informatique ou de tout autres système informatique s'il ne s'agit pas d'une attaque cybernétique malveillante.

A.4. Dommages

A.4.1. Bases d'évaluation

- **En cas de *sinistre* total** : la *valeur assurée*.
Lorsque nous vous indemnisons à concurrence de 100% de la *valeur assurée* pour un objet, cet objet nous appartient.
- **En cas de *sinistre* partiel** : le montant le moins élevé entre :
 - les frais de réparation ou de restauration augmentés de la dépréciation éventuelle après réparation ou restauration ;
 - et la *valeur assurée*.
- **Dans tous les cas**, l'indemnisation d'un objet est limitée au maximum à la *valeur assurée* pour cet objet.

A.4.2. Objets dépareillés

En cas de *sinistre* couvert touchant un objet faisant partie d'une paire, parure ou d'un ensemble d'objets, nous vous indemniserons à votre choix

- soit, le montant d'assurance prévu pour ladite paire, parure ou ensemble d'objets, à condition que vous nous remettiez les éléments intacts restants de la paire, de la parure ou de l'ensemble d'objets,
- soit, le montant d'assurance prévu pour ladite paire, parure ou ensemble d'objets, divisé par le nombre d'objets.

A.4.3. Récupération des objets volés ou disparus

En cas de récupération de tout ou partie des objets volés, à quelque époque que ce soit, vous ou, et le cas échéant, l'*assuré*, devez nous en aviser immédiatement par *envoi recommandé*.

Si la récupération des objets a lieu avant le paiement de l'indemnité, vous ou, le cas échéant, l'*assuré*, devez en reprendre possession et nous ne sommes tenus qu'au paiement d'une indemnité correspondant aux détériorations éventuellement subies et aux frais exposés utilement ou avec notre accord pour la récupération de ces objets.

Si un objet disparu ou volé est retrouvé après indemnisation, nous en sommes de plein droit propriétaires. Toutefois, vous ou, le cas échéant l'*assuré*, avez la faculté d'en reprendre possession, moyennant restitution de la différence entre l'indemnité reçue et une indemnité définitive calculée comme il est dit à l'alinéa précédent. L'exercice de cette faculté est subordonné à la condition que la décision de reprise nous soit notifiée dans les trente jours suivant celui où l'*assuré* a eu connaissance de la récupération.

A.4.4. limite d'intervention

Nous limitons notre intervention à maximum 25.000 € pour le vol, la perte ou la disparition d'argenterie et de *bijoux* qui ne sont pas soit enfermés en *coffre-fort*, soit portés s'ils s'agit de *bijoux*.

A.4.5. Modalités d'évaluation

Dès qu'un *sinistre* survient, les dégâts doivent être évalués même s'il apparaît ultérieurement que le *sinistre* n'est pas couvert. Il s'agit d'une mesure indispensable mais qui ne signifie pas pour autant que nous allons automatiquement prendre le *sinistre* en charge. Les dégâts sont évalués de gré à gré au jour du *sinistre* en tenant compte des modalités spécifiques des garanties. A défaut, ils sont évalués par expertise.

A.4.6. Expertise

En cas d'expertise, vous avez la possibilité de mandater un expert afin de déterminer le montant des dégâts en accord avec notre expert. En cas de désaccord entre eux, ils en désignent un troisième, avec lequel ils forment un collège qui statue à la majorité des voix. A défaut de majorité, l'avis du troisième expert prévaut. Si l'une des parties ne désigne pas d'expert ou si les experts des parties ne s'accordent pas sur le choix du troisième, la désignation sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance de votre domicile, à la requête de la partie la plus diligente. Il en ira de même si un expert ne remplit pas sa mission. Les experts sont dispensés de toute formalité judiciaire.

A.4.7. Frais et honoraires d'experts

Les frais et honoraires de votre expert sont supportés par nous dans les limites des garanties du contrat.

A.5. Recommandations en cours de contrat

Il est indispensable que vous teniez compte des obligations de prévention demandées. Si leur inobservation a contribué à la survenance du *sinistre*, nous limiterons ou refuserons l'intervention à concurrence du préjudice que nous avons subi.

Vous ou, le cas échéant l'*assuré*, devez :

1. en cas d'absence, fermer tous les accès aux bâtiments en utilisant tous les dispositifs de fermeture qui les équipent ;
2. installer les dispositifs de protection antivol imposés, les maintenir en bon état de fonctionnement et les utiliser en cas d'absence ;
3. si les dispositifs de protection antivol imposés ne sont plus en bon état de fonctionnement, vous adresser sans délai à son installateur pour

procéder au dépannage et prendre entretemps les mesures les plus appropriées possibles pour assurer la surveillance du risque ;

4. si nous imposons dans les conditions particulières un système d'alarme, le faire entretenir annuellement par une entreprise de sécurité agréée par le Ministère de l'intérieur ;
5. pour les *bijoux* et *objets précieux*, veiller à maintenir en parfait état le sertissage des pierres précieuses.

Vous devez nous communiquer toutes les modifications, notamment celles qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque. Nous attirons votre attention sur l'importance de cette obligation. En cas d'omission ou d'inexactitude, selon les cas, nous réduirons ou refuserons notre intervention suivant les dispositions de la loi.

Ainsi vous devez notamment nous informer des modifications relatives

- à la situation du risque. Exemple: le déménagement ;
- à l'usage du bâtiment. Exemple: l'ouverture d'un commerce.

A.6. Sinistres

A.6.1. Vos obligations en cas de sinistre

En cas d'inobservation de ces obligations et s'il en résulte un préjudice pour nous, nous réduirons nos prestations à concurrence du préjudice que nous avons subi. Nous déclinons notre garantie si c'est dans le but de nous tromper que l'obligation n'a pas été exécutée.

En cas de *sinistre*, vous-même ou, le cas échéant, l'assuré, vous engagez :

Dans tous les cas, à prévenir et atténuer les conséquences du *sinistre* :

- prendre toutes les mesures utiles en vue de réduire les conséquences du *sinistre* ;
- éviter de modifier sans nécessité la situation des biens sinistrés et solliciter notre accord avant de procéder à une réparation ;
- vous abstenir de toute reconnaissance de responsabilité ou de toute promesse d'indemnisation ; il va de soi que l'*assuré* peut reconnaître la matérialité des faits et apporter les premiers secours pécuniaires et les soins médicaux immédiats à une victime éventuelle ;
- ne pas renoncer aux recours contre les responsables et les garants sans notre autorisation.

En cas de vol, tentative de vol, dégradations immobilières, vandalisme, malveillance ou disparition

- à déposer immédiatement plainte auprès des autorités judiciaires ou de police

Déclarer le *sinistre* le plus rapidement possible et au plus tard dans les huit jours de sa survenance ou du moment où vous en avez eu connaissance.

Dans le même temps, nous renseigner de manière précise sur les circonstances du *sinistre*, ses causes et l'étendue des dégâts, l'identité des témoins et des victimes etc.

Collaborer au règlement du *sinistre* :

- nous transmettre sans délai et nous autoriser à nous procurer tous les documents utiles et tous les renseignements nécessaires à la

bonne gestion du dossier. A cet effet, veuillez à rassembler dès la survenance du *sinistre* toutes les pièces justificatives des dégâts ;

- accueillir notre délégué ou notre expert et faciliter leurs constatations ;
- nous adresser le plus rapidement possible un état estimatif des dégâts et de la valeur des biens assurés avec indication de l'identité des propriétaires autres que vous-même ;
- en cas de vol ou de disparition :
 - nous informer aussitôt que les objets volés ou disparus ont été retrouvés ;
 - si l'indemnité a déjà été payée, opter dans les 15 jours :
 - soit pour le délaissement de ces objets
 - soit pour leur reprise contre remboursement de l'indemnité perçue, déduction faite du montant des frais de réparation éventuels ;
 - si l'indemnité n'a pas encore été payée, elle n'est due qu'à concurrence du montant des frais de réparation éventuels.

A.6.2. Nos obligations en cas de sinistre

A partir du moment où les garanties sont acquises et dans les limites de celles-ci, nous nous engageons lorsqu'il s'agit de pertes de ou dégâts à vos biens

- à gérer le dossier au mieux de vos intérêts et de ceux de l'*assuré* ;
- et à verser l'indemnité due ou une première tranche de celle-ci dans les 30 jours suivant celui où nous sommes en possession de tous les éléments nécessaires à l'indemnisation.

Après vous avoir indemnisé, nous nous retournons contre l'éventuel responsable des dégâts pour lui réclamer le remboursement des indemnités versées.

Sauf en cas de malveillance nous renonçons à tout recours contre :

- les descendants, les ascendants, le conjoint, les alliés en ligne directe, les personnes vivant au foyer, les hôtes et les membres du personnel domestique de l'*assuré* ;
- les personnes désignées par le contrat ;
- le bailleur de l'*assuré* lorsque cet abandon de recours est prévu dans le bail ;
- les régies et fournisseurs d'électricité, de gaz, d'eau etc., dans la mesure où l'*assuré* a dû abandonner son recours.

Si ces personnes sont effectivement couvertes par une assurance et dans la mesure de celle-ci, nous pouvons exercer notre recours.

A.6.3 Sanctions en cas de non respect des obligations à respecter en cas de sinistre

En cas d'inobservation de ces obligations et s'il en résulte un préjudice pour nous, nous réduirons nos prestations à concurrence du préjudice que nous avons subi. Nous déclinons notre garantie si c'est dans une intention frauduleuse que l'obligation n'a pas été exécutée.

A.7. Sanctions légales

La garantie octroyée par le présent contrat d'assurance reste toujours soumise aux stipulations de droit impératif émises par des autorités nationales, internationales ou supranationales et ayant un effet direct sur les prestations d'assurance et par lesquelles des sanctions, restrictions ou prohibitions sont imposées.

B – Disposition Générales

Votre contrat est régi par la loi belge et notamment par la loi du 4 avril 2014 sur le contrat d'assurance et ses arrêtés d'exécution.

B.1. La vie du contrat

B.1.1. Les parties au contrat d'assurance

Vous

Le Preneur d'assurance, c'est-à-dire la personne qui souscrit le contrat.

Nous

- L'assureur, à savoir AXA Belgium, S.A. d'assurances agréée sous le n° 0039 pour pratiquer les branches vie et non-vie (A.R. 04-07-1979, M.B. 14-07-1979) • Siège social : Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles (Belgique) - Internet : www.axa.be • Tél. : (02) 678 61 11 • Fax : (02) 678 93 40 • N° BCE : TVA BE 0404.483.367 RPM Bruxelles
- le souscripteur, à savoir Jean Verheyen S.A. Rue de la Limite, 17 – 1210 Bruxelles - Tel: 02 250 63 11 – E.patrimony@verheyen.be. Jean Verheyen S.A. est mandaté par AXA Belgium pour l'acceptation de la couverture d'assurance et la gestion des sinistres.

B.1.2. Les documents constitutifs du contrat d'assurance

La proposition d'assurance

reprend toutes les caractéristiques du risque que vous nous renseignez de manière à nous permettre de conclure le contrat.

Les conditions particulières et les avenants

sont l'expression personnalisée et adaptée à votre situation spécifique des conditions de l'assurance, et mentionnent les garanties qui sont effectivement acquises.

Les conditions générales

B.1.3. En cas de problème

Votre intermédiaire d'assurances est un spécialiste qui pourra vous aider. Il vous informera à propos de votre contrat et des prestations qui en découlent, il effectuera pour vous toutes les démarches vis-à-vis de nous. Il interviendra également à vos côtés si un problème devait surgir entre vous et nous.

Si vous estimez ne pas avoir obtenu la solution adéquate, vous pouvez vous adresser à l'Ombudsman des Assurances,

Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles

Tél. : (+32.2) 547.56.95

Fax : (+32.2) 547.59.75

info@ombudsman-insurance.be

<http://www.ombudsman-insurance.be>

Vous avez toujours la possibilité de demander l'intervention du juge

La garantie prend cours à la date indiquée aux conditions particulières pour autant que la première prime ait été payée.

B.1.5. Durée

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux conditions particulières, avec un maximum d'1 an.

A la fin de chaque période d'assurance, le contrat se renouvelle tacitement pour une durée d'1 an sauf si une des parties résilie le contrat.

B.1.6. Fin du contrat

Vous et nous pouvons résilier le contrat :

- En cas de transfert définitif de votre domicile à l'étranger ;
- Après une déclaration de sinistre, mais au plus tard dans le mois du dernier paiement ou du refus de paiement de l'indemnité par nous.

Vous pouvez résilier le contrat :

- Au moins 2 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat. Après l'expiration d'un délai d'un 1 an à compter de la prise d'effet du contrat d'assurance, vous pouvez résilier le contrat à tout moment si vous êtes une personne physique et que le contrat d'assurance ne concerne pas, ou pas principalement, votre activité professionnelle ;
- En cas d'augmentation de prime ou de modification des conditions moyennant un préavis de trois mois à compter de la notification de la dite augmentation ou modification ;
- Si nous sommes déclarés en faillite, sous réorganisation judiciaire ou que nous avons un retrait d'agrément ;
- En cas de diminution du risque et s'il n'y a pas d'accord sur le montant de la prime adaptée ;
- Dans son intégralité, si nous résilions un volet d'une police combinée.

Nous pouvons résilier le contrat :

- Au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat ;
 - Si vous nous avez communiqué des informations inexactes au sujet du risque ou avez omis de nous communiquer des informations importantes et que nous ne vous aurions pas proposé de police si nous avions été en possession de ces informations ;
 - En cas de non-paiement de la prime ;
 - En cas d'aggravation du risque, que nous ne souhaitons pas assurer tel quel. Nous sommes tenus de vous signifier notre décision 30 jours au plus tard après réception de cette information ;
 - En cas d'aggravation du risque, si nous ne nous entendons pas sur le nouveau montant de la prime ;
 - Si nous portons plainte contre au pénal pour cause de fraude à l'assurance ;
 - Si vous veniez à décéder ou que vous soyez déclaré en faillite.
- Le contrat n'est pas résilié immédiatement après avoir été dénoncé. Le préavis dépend du motif de la résiliation. Si nous résilions le contrat avant la date d'échéance principale ou en cas de résiliation après sinistre, le délai de préavis s'élève à 3 mois. Si vous résiliez le contrat avant la date d'échéance principale, il y a un délai de préavis de 2 mois ; dans tous les autres cas il est fixé à 1 mois.

La résiliation se fait par *envoi recommandé*, par exploit d'huissier ou remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

Prise d'effet de la résiliation

Lorsque vous résiliez le contrat, en cas de modification des conditions et/ou du tarif, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, mais au plus tôt à l'échéance annuelle à laquelle la modification aurait pu entrer en vigueur.

Lorsque nous résilions le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, sauf lorsque la loi autorise un délai plus court. Nous vous indiquons ce délai dans *l'envoi recommandé* que nous vous adressons.

En cas de résiliation par l'une des parties après sinistre, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification. Ce délai est ramené à 1 mois lorsque l'assuré a manqué à ses obligations dans le but de nous tromper.

Expiration de plein droit du contrat

En cas de disparition de l'intérêt ou de l'objet d'assurance.

B.1.7. Cas particuliers

Décès du preneur d'assurance

L'assurance est transférée au nouveau titulaire de l'intérêt assuré. Toutefois, ces personnes peuvent y renoncer par *envoi recommandé* dans les 3 mois et 40 jours du décès. Nous pouvons également résilier le contrat dans les 3 mois à compter du jour où nous avons connaissance du décès.

Séparation ou divorce

L'assurance reste acquise aux adresses indiquées dans le contrat.

Modification du tarif

Quand nous modifions le tarif, nous adaptons votre contrat à la prochaine échéance annuelle. Nous vous tenons au courant et vous pouvez résilier le contrat comme prévu sous le titre « Fin du contrat ».

B.1.8. Correspondance

Toutes les correspondances qui nous sont destinées sont valablement adressées à l'un de nos sièges d'exploitation en Belgique.

Toutes les correspondances qui vous sont destinées sont valablement adressées à l'adresse indiquée dans le contrat ou à celle qui nous aurait été notifiée ultérieurement.

B.1.9. Solidarité

Les preneurs signataires d'un même contrat sont tenus, chacun pour le tout, de respecter l'ensemble des engagements qui découlent du contrat.

B.1.10 Frais administratifs

A défaut pour nous de vous payer en temps utile une somme d'argent certaine, exigible et incontestée et pour autant que vous nous ayez adressé une mise en demeure par *envoi recommandé*, nous vous rembourserons vos frais administratifs généraux calculés forfaitairement (15,00-euros par *envoi recommandé* ; 20,00-euros par rappel).

Pour chaque *envoi recommandé* que nous vous enverrons au cas où vous omettriez de nous payer une somme d'argent présentant les caractéristiques précitées, vous nous paierez la même indemnité, par exemple en cas de non-paiement de la prime.

B.2. La prime

Modalités de paiement de la prime

Lors de la conclusion du contrat, à chaque échéance ou lors de l'émission de nouvelles conditions particulières, vous recevez une invitation à payer ou un avis d'échéance.

La prime comprend d'une part son montant net et d'autre part les taxes, les contributions et les frais.

Non-paiement de la prime

Le non-paiement de la prime peut avoir des conséquences graves pour vous.

Il peut en effet vous priver de nos garanties ou entraîner la résiliation de votre contrat suivant les dispositions de la loi.

B.3. Protection de la vie privée

Les Responsable du traitement des données :

JEAN VERHEYEN, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « JEAN VERHEYEN »).

Délégué à la protection des données :

Le délégué à la protection des données de JEAN VERHEYEN peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Office
Rue de la Limite - 1210 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@verheyen.be

Finalités des traitements et destinataires des données :

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes ;
- Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec JEAN VERHEYEN ;
- Ces bases de données sont tenues à jour et enrichies sur la base des informations que la personne concernée fournit à JEAN VERHEYEN ou d'informations provenant de sources externes de données ;
- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale ;
- la gestion du contrat d'assurance :
- Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle, l'amélioration du service à la clientèle et les enquêtes de satisfaction :
- Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentirement au contrat d'assurance (par exemple, l'offre d'outils et services afin de simplifier la gestion de la police d'assurance, d'accéder aux documents liés à la police ou de faciliter les formalités pour la personne concernée en cas de sinistre).
- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- La gestion de la relation entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances :
- Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant en l'exécution des conventions entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.

- la détection, prévention et lutte contre la fraude :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
 - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise.
- la réalisation de tests, y compris les tests informatiques :
 - Cela inclut des traitements en vue de développer et d'assurer le fonctionnement approprié d'applications nouvelles ou mises à jour.
 - Ces traitements sont nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par JEAN VERHEYEN, consistant à développer des applications afin d'exercer ses activités liées aux finalités de traitements listées dans ce chapitre.
- La surveillance du portefeuille :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
- Les études et modèles statistiques pour générer des rapports :
 - Il s'agit de traitements effectués en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de JEAN VERHEYEN, l'acceptation des risques et la tarification.
 - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.
- La gestion et la surveillance des risques :
 - Cela inclut des traitements par JEAN VERHEYEN ou un tiers afin d'effectuer la gestion et la surveillance des risques de l'organisation de JEAN VERHEYEN, y compris les inspections, la gestion des plaintes et l'audit interne et externe.
 - Ces traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise ou aux fins des intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant à assurer des mesures de protection appropriées pour la gouvernance de ses activités.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres

entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, Les inspecteurs privés dans le contexte de la détection des fraudes, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, auditeurs externes, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, TRIP ASBL, Datassur, Alfa Belgium, Le Fonds Commun de Garantie Belge (FCGB) et autres organisations sectorielles) en vue d'être traitées conformément à ces finalités. L'annexe à la présente peut être consultée pour plus de détails concernant Datassur et Alfa Belgium.

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel JEAN VERHEYEN peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Lorsque la personne concernée est également cliente d'autres entités du Groupe AXA, ces données à caractère personnel peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN dans des fichiers communs en vue de la gestion du fichier des personnes, en particulier la gestion et la mise à jour des données d'identification.

La personne concernée peut recevoir des clauses spécifiques de JEAN VERHEYEN durant l'exécution de la police, par exemple une clause applicable au traitement d'un sinistre. Lesdites clauses spécifiques n'affecteront pas la validité de la présente clause ni son applicabilité pour les finalités énumérées ci-dessus.

Traitement de données sensibles

En vertu des lois applicables en matière de protection des données, certaines données (appelées « données personnelles sensibles ») bénéficient d'une protection particulière. Parmi ces dernières, JEAN VERHEYEN traite les données relatives à la santé et aux condamnations pénales selon les principes suivants :

Données concernant la santé

JEAN VERHEYEN ne traite les données concernant la santé de la personne concernée que sur base de son consentement explicite ou si elles sont nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice, conformément aux lois applicables. JEAN VERHEYEN ne traite pas les données concernant la santé de la personne concernée à des fins de marketing direct et ne permet pas non plus à des tiers de le faire.

Données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux infractions

JEAN VERHEYEN traite des données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales et à des infractions, dans le but de constater, d'exercer ou de défendre des droits en justice et/ou en cas de fraude. Ces données sont traitées dans des cas très limités et uniquement dans la mesure où la loi le permet, en prévoyant des garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée.

Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN à des fins de marketing direct (actions commerciales, invitations à des événements, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété de la marque, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses

clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

Ces données à caractère personnel peuvent également être communiquées à d'autres entreprises du Groupe AXA et à l'intermédiaire d'assurances aux fins de leur propre marketing direct ou à des fins d'opérations communes de marketing direct, en vue d'améliorer la connaissance des clients et prospects communs, d'informer ces derniers à propos de leurs activités, produits et services respectifs, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de JEAN VERHEYEN, des autres entreprises du Groupe AXA et/ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

Traitement des données à des fins de géolocalisation :

Dans le cas où JEAN VERHEYEN utilise les données à caractère personnel de la personne concernée à des fins de géolocalisation, le consentement de cette dernière est demandé sauf si la base légale pour ce traitement repose sur une obligation légale ou lorsque le traitement est nécessaire pour exécuter le contrat d'assurance. En tous cas, il est fait explicitement mention de la collecte de données de géolocalisation dans le contrat d'assurance.

Transfert des données dans l'Union Européenne et en dehors

Les autres entreprises du Groupe AXA, les entreprises et/ou les personnes en relation avec celles-ci auxquelles les données à caractère personnel sont communiquées, peuvent être situées aussi bien dans l'Union Européenne qu'en dehors.

En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, JEAN VERHEYEN se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547). La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par JEAN VERHEYEN pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à JEAN VERHEYEN à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter JEAN VERHEYEN »). La personne concernée peut aussi obtenir une liste des pays pour lesquels une décision d'adéquation des transferts est existante ou non.

Conservation des données :

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles JEAN VERHEYEN n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Traitement des données à des fins de candidature à un emploi :

Les données à caractère personnel communiquées par le candidat ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN, responsable des traitements, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN en vue du recrutement. Ces traitements sont nécessaires pour l'exécution du contrat ou des mesures précontractuelles. Toutes les informations seront traitées avec la plus grande discrétion et resteront strictement confidentielles.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel :

JEAN VERHEYEN demande les données à caractère personnel liées à la personne concernée afin de conclure et d'exécuter la police d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité :

JEAN VERHEYEN a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci. A cette fin, JEAN VERHEYEN suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée :

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de JEAN VERHEYEN la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; sauf si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, auquel cas elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de JEAN VERHEYEN, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de JEAN VERHEYEN;

- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à JEAN VERHEYEN, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement.

Modifications apportées à la présente clause de protection des données

Le traitement des données à caractère personnel peut évoluer selon plusieurs facteurs, comme les changements réglementaires, les développements techniques et les modifications des finalités du traitement. JEAN VERHEYEN publiera régulièrement des versions actualisées de la clause de protection des données sur la page « Vie privée » du site AXA.be. En cas de modifications majeures, Jean Verheyen fournira des efforts raisonnables pour s'assurer que les personnes concernées en prennent connaissance.

Contacter JEAN VERHEYEN

La personne concernée peut contacter JEAN VERHEYEN pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une copie de la carte d'identité, adressé à : JEAN VERHEYEN - Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles. JEAN VERHEYEN traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte concernant le traitement des données à caractère personnel

Si la personne concernée estime que JEAN VERHEYEN ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité JEAN VERHEYEN. La personne concernée peut introduire une plainte auprès de JEAN VERHEYEN via l'adresse e-mail privacy@verheyen.be.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation concernant le traitement de ses données à caractère personnel auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35 - 1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00 - Fax. + 32 2 274 48 35
contact@apd-gba.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

Échange d'informations dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance et analyse de risque

Généralité – Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'application des sanctions prévues dans la législation applicable et/ou les conditions générales ou particulières et peut donner lieu à des poursuites pénales. Afin de détecter et de lutter contre la fraude à l'assurance, et pour analyser des risques, les assureurs s'échangent certaines données à caractère personnel. Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations concernant deux banques de données créées à cette fin au sein du secteur

de l'assurance. Occasionnellement, les assureurs s'échangeront en outre directement des informations, dont des données à caractère personnel, dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance.

Fichier RSR - Le fichier RSR est géré par Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0456.501.103), le responsable du traitement. Les données à caractère personnel de l'assuré (du candidat-assuré) peuvent, dans l'intérêt légitime des assureurs qui sont membres de Datassur, être communiquées à Datassur pour enregistrement dans le fichier RSR. Le fichier RSR a pour finalité une bonne analyse du risque et la lutte contre la fraude à l'assurance. L'enregistrement de données à caractère personnel dans le fichier RSR est uniquement possible dans les cas qui peuvent être consultés via <https://www.datassur.be/fr/services/rsr>. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant du fichier RSR.

Banque de données sinistres - La Banque de données sinistres est gérée par Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0833.843.870), le responsable du traitement. Après la déclaration d'un sinistre dans le cadre de la branche automobile, un nombre limité de données à caractère personnel de l'assuré, du conducteur et de la partie adverse qui sont impliqués dans le sinistre seront communiquées dans l'intérêt légitime des membres d'Alfa Belgium à Alfa Belgium pour enregistrement dans la Banque de données sinistres. Les membres d'Alfa Belgium sont les assureurs, le FCGB et le BBAA. La Banque de données sinistres a pour finalité la lutte contre la fraude (organisée) à l'assurance. La fonctionnalité de la Banque de données sinistres se limite à fournir des informations neutres sans aucune analyse ou enquête sur une éventuelle fraude à l'assurance. Sur la base du fichier de résultats, les membres d'Alfa Belgium pourront établir d'éventuels liens entre des dossiers de sinistres. L'analyse du fichier de résultats et l'enquête subséquente restent de la compétence et responsabilité exclusives des membres d'Alfa Belgium. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant de la Banque de données sinistres.

Vos droits et informations complémentaires – En tant que personne concernée, vous disposez d'un droit d'information, d'un droit d'accès, d'un droit de correction, d'un droit de suppression, d'un droit de limitation du traitement, d'un droit d'opposition et d'un droit d'introduire une plainte auprès de l'Autorité de la protection des données (rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles, contact@apdgba.be, <https://autoriteprotectiondonnees.be>). Afin d'exercer vos droits concernant le fichier RSR, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou privacy@datassur.be). Afin d'exercer vos droits concernant la Banque de données sinistres, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou info@alfa-belgium.be). Vous devez joindre une copie de votre carte d'identité à votre lettre ou votre e-mail. Des informations complémentaires sur la politique de Datassur et d'Alfa Belgium concernant le traitement de données à caractère personnel et vos droits en tant que personne concernée sont disponibles via <https://www.datassur.be/fr/privacy-notice-fr> (Datassur) et <https://www.alfa-belgium.be/fr/vie-privee> (Alfa Belgium).

C – Lexique

Afin d'alléger le texte de vos assurances, nous avons groupé dans ce "Lexique" les explications de certains termes ou expressions qui, dans les conditions générales, sont mis en *italique*. Ces définitions délimitent notre garantie. Elles sont classées par ordre alphabétique.

Actes collectifs de violence	La guerre, la guerre civile, les actes de violence militaires d'inspiration collective, la réquisition ou l'occupation forcée.
Assuré	Ont toujours la qualité d'assuré : <ul style="list-style-type: none">• Vous-même• votre conjoint cohabitant ou partenaire cohabitant• toutes les personnes vivant à votre foyer, en ce compris les enfants qui pour les besoins de leurs études logent ailleurs notamment dans le cadre d'échanges linguistiques ou d'étudiants.
Bijoux	Objets servant à la parure en métal précieux ou comportant une ou plusieurs pierres précieuses ou une ou plusieurs perles naturelles ou de culture, en ce compris les montres.
Coffre-fort	Coffre métallique fermé encastré ou scellé minimum de classe II selon les normes EN 1143-1 (50/80RU) sauf s'il pèse 300kg ou plus.
Conflit du travail	Toute contestation collective sous quelque forme qu'elle se manifeste dans le cadre des relations du travail, en ce compris <ul style="list-style-type: none">- la grève : arrêt concerté du travail par un groupe de salariés, employés, fonctionnaires ou indépendants- le lock-out : fermeture provisoire décidée par une entreprise afin d'amener son personnel à composer dans un «conflit du travail».
Dommages matériels	La perte, la destruction, la disparition ou l'endommagement causé à tout bien tangible.
Emeute	Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe qui révèle une agitation des esprits et se caractérise par du désordre ou des actes illégaux ainsi que par une lutte contre les organismes chargés du maintien de l'ordre public, sans qu'il soit cherché pour autant à renverser des pouvoirs publics établis.
Envoi Recommandé	Par <i>envoi recommandé</i> , nous entendons soit l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, soit l'envoi d'un courrier recommandé électronique. Si l' <i>envoi recommandé</i> est effectué par voie électronique, cela doit être fait par un service qualifié pour les <i>envois recommandés</i> électroniques à savoir un service qui permet l'envoi de documents électroniques de manière sécurisée, avec une garantie de réception et d'authenticité et qui est conforme aux réglementations spécifiques en la matière – ce qui donne aux <i>envois recommandés</i> électroniques une valeur légale et probante équivalente à celle d'une lettre recommandée traditionnelle.
Mouvement populaire	Manifestation violente, même non concertée, d'un groupe de personnes qui, sans qu'il y ait révolte contre l'ordre établi, révèle cependant une agitation des esprits se caractérisant par du désordre ou des actes illégaux.
Objets précieux	Objets de valeur tels que les <i>bijoux</i> (en ce compris les montres), les fourrures, à usage privé.

Résidence secondaire	Bâtiment qui est resté inoccupé plus de 180 nuits, consécutives ou non, pendant les 12 mois qui ont précédé le <i>sinistre</i> .
Risque nucléaire	Les dommages résultant directement ou indirectement de la modification du noyau atomique, la radioactivité, la production de radiations ionisantes de toute nature, la manifestation de propriétés nocives de combustibles - ou substances - nucléaires ou de produits - ou déchets - radioactifs.
Sabotage	Action organisée dans la clandestinité à des fins économiques ou sociales, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant un bien en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.
Sinistre	L'événement incertain et accidentel dommageable entraînant des <i>dommages matériels</i> aux biens assurés ou la responsabilité de l' <i>assuré</i> ainsi que l'application de notre garantie.
Terrorisme	Une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.
Valeur agréée	Valeur d'assurance acceptée communément par le preneur d'assurance et par la compagnie comme étant la valeur exacte servant de base au règlement de l'indemnité en cas de <i>sinistre</i> . Sous réserve d'authenticité, nous nous interdisons de la contester.
Valeur assurée	la <i>valeur agréée</i> ou la <i>valeur de remplacement</i> , selon ce qui est précisé dans les conditions particulières
Valeur de remplacement	Le prix d'achat d'un objet neuf de performances comparables, limité à la <i>valeur réelle</i> de l'objet assuré à partir de sa 3 ^e année.
Valeur réelle	La <i>valeur de remplacement</i> , sous déduction de la <i>vétusté</i> .
Vétusté	La dépréciation d'un bien en fonction de son âge et de son degré d'usure.

JEAN VERHEYEN S.A. – Inscription FSMA comme souscripteur mandaté –
 Entreprise n° 0431 491 731 – RPM : Bruxelles
 Siège Social : rue de la Limite 17, B 1210 Bruxelles – T : +32(0)2 250 63 11 – F : +32(0)2 250 63 00
 Web : www.verheyen.be – E-mail : info@verheyen.be – transport@verheyen.be – patrimony@verheyen.be
 Banque : IBAN : BE25 3100 0003 8482 – BIC : BBRUBEBB
 AXA Belgium S.A. Place du Trône 1, B 1000 Bruxelles, détient plus de 10 % du capital
 Règlement extrajudiciaire des plaintes : SERVICE OMBUDSMAN ASSURANCES A.S.B.L.
 Square de Meeûs 35, B 1000 Bruxelles – E-mail : info@ombudsman-insurance.be